

la Justice avait cité le discours de lord Salisbury relativement à ce que mon honorable ami a appelé la misère noire qui règne en Angleterre. Eh bien ! le chef de la gauche est venu faire une tournée dans les provinces de l'ouest et il nous a dit partout qu'il voulait établir le libre-échange comme en Angleterre ; mais il a toujours ajouté que nous ne n'y arriverions pas avant longtemps. De sorte que tout ce qu'il pouvait faire c'était de nous donner l'ombre du libre-échange, tel qu'il existe en Angleterre. Mais il n'y a pas que lord Salisbury qui nous dise que la situation en Angleterre est déplorable ; il n'y a pas que les chiffres cités dans l'éloquent discours de mon honorable ami le député d'Ottawa, (sir James Grant) qui prouvent que l'Angleterre est dans une situation déplorable. Nous voyons dans les journaux d'aujourd'hui un tableau de l'Angleterre sous le libre échange et ce tableau prouve que non seulement dans les régions agricoles, mais aussi dans les districts manufacturiers, l'Angleterre est dans une situation déplorable. Nous avons ici ce qu'un grand libéral a dit sur cette question dans l'une des forteresses du libre-échange, à Birmingham, M. Chamberlain, un....

M. LANDERKIN : M. Chamberlain—

M. DAVIN : Je vous demande pardon.

M. LANDERKIN : N'en parlez pas.

M. DAVIN : Mon honorable ami comprend, je le crois, qu'en cette matière la discrétion est le parti le plus sage. M. Chamberlain dit :

Je suis porté à croire que dans nos principales industries—par exemple, l'industrie du charbon, celle du fer, celle du coton et pardessus tout l'industrie agricole—la marge des bénéfices a entièrement disparu. Jusqu'à présent les gages n'ont pas du tout baissé en proportion mais si l'état de choses actuel se maintient, il en résultera inévitablement ou une réduction considérable des gages, ou la fermeture des usines, la terre deviendra improductive et le nombre des ouvriers sans travail sera grandement augmenté. Dans ces circonstances que nous devons avoir le courage de regarder en face, il n'est pas étonnant de voir les gens chercher partout des remèdes aux maux actuels, et il ne me semble pas même étonnant de voir des gens prêts à accepter le premier remède offert sans considérer s'il ne sera pas pire que le mal même.

Je vois qu'il y a un certain nombre de personnes, un nombre croissant, je crois, qui devant la condition présente de notre commerce, sont prêtes à conclure que notre politique fiscale a été un fiasco. —(Applaudissements).

Des applaudissements dans Birmingham ; cela, je le dis, est des plus significatifs, et je le déclare ici, si l'honorable député veut nous donner un pays où la vie soit à bon marché et le libre-échange, je crains qu'il ne puisse réussir, car à présent, ainsi que me l'ont avoué nombre de cultivateurs de l'ouest, nos principaux produits sont moins chers qu'ils ne l'ont jamais été ; et des patrons éminents m'ont dit que les choses nécessaires à la vie et les principaux articles de commerce sont meilleur marché que jamais.

Ainsi donc, ce que j'ai dit de l'attitude prise par le chef de l'opposition sur la question des écoles, s'applique précisément à cette question du commerce. L'honorable député vous dit que le pays est dans une condition déplorable, qu'il n'a jamais été dans une aussi mauvaise position ; mais cependant il ne vous dit pas ce qu'il fera. Répétera-t-il ici qu'il n'a aucun droit d'aviser le peuple ; qu'il n'agira que lorsqu'il sera appelé au pouvoir ? En vérité, s'il possède une panacée capable de faire cesser l'état de choses qu'il dit exister et n'être dû

qu'au tarif, pourquoi ne la montre-t-il pas ? Pourquoi n'explique-t-il pas les changements qu'il ferait et comment ces changements amèneraient le résultat désiré ? Que nous dit-il à la page 30 des *Débats* :

On admet aujourd'hui sur un ton plaintif que, bien qu'à un moindre degré, le Canada souffre d'une crise générale. Une crise, dit mon honorable ami de Simcoe-est, mais alors où est la force de la politique nationale ?

Voilà bien encore la manière de mon honorable et savant ami de discuter la politique. Il déclare qu'il existe une crise, puis il s'écrit : mais où est donc la force de la politique nationale ? Cette question n'est d'aucune valeur, à moins qu'il ne soit prêt à établir deux propositions ; que c'était le but de la politique nationale de prévenir la crise, et que cela a été déclaré. Personne, M. l'Orateur, n'a jamais prétendu que la politique nationale dût prévenir la crise ; nul n'a jamais déclaré que tel a été l'objet de cette politique.

A la page 31 des "*Débats*" l'honorable député parle d'une manière qui prouve qu'il ne croit pas lui-même à ses paroles ; il parle de la répétition périodique des crises. Oui, les crises se répètent périodiquement, indépendamment du tarif qui existe. Sous le libre-échange ou sous la protection les crises reviennent périodiquement, car en même temps que vous avez une crise sous le régime protecteur en Amérique, vous avez une crise sous le régime libre-échangiste en Angleterre ; tandis que vous avez une crise en France sous la protection, vous avez une crise en Angleterre sous le libre-échange. Voyez la période de 1875 à 1878, une crise a sévi presque tout le temps. La crise sévissait en Angleterre, elle sévissait aux Etats-Unis, elle sévissait dans l'univers entier, ce qui établit clairement que la crise est indépendante de la forme du tarif existant.

La crise est créée, M. l'Orateur, par l'excès de production et la trop grande expansion du commerce. Les banques qui deviennent gênées refusent alors toute avance et le commerce est paralysé et l'excès de production est arrêté ; après un temps, l'on sort de la crise et les affaires reprennent, que l'on ait ou non un tarif protecteur. Ainsi, lorsque l'honorable député demande où est la force de la politique nationale, il fait voir précisément cette manière d'argumenter dont j'ai parlé ; il émet des propositions qui ne peuvent soutenir l'analyse sans mettre à nu leur côté illogique.

Maintenant, M. l'Orateur l'honorable député de Bothwell, ainsi que l'a fait l'honorable député d'Oxford, a évoqué le souvenir des années 1873 et 1878, et il a parlé de la taxe à cette époque. Je ne veux pas entrer dans des détails à ce sujet, mais nous savons une chose, c'est qu'après avoir augmenté notre réseau de voies ferrées de 7,000 ou 8,000 milles, après avoir créé le plus grand développement possible dans toutes les branches de l'activité nationale, le chiffre de l'intérêt que doit payer tout habitant du Canada, d'après les rapports préparés jusqu'en 1893 inclusivement, est de \$1.74, tandis qu'en 1878 ce chiffre était de \$1.58 ; de sorte que, comme on l'a souvent répété, un centin par année est tout ce que l'on a apporté à l'intérêt que tout homme doit payer, sans compter que nous avons converti ce grand continent de chemin de fer, que nous avons creusé nos canaux, que dans le cours de ces 15 ou 16 années nous avons progressé dans une mesure que ni les Etats-Unis ni l'Angleterre, ni aucun autre pays, que je sache,